

**Délai d'émission de blocage: 27. Avril 2017, 18:30 Uhr**  
**Il es la parole**

## **Discours**

de

**Anton F. Börner**

Président

Fédération allemande du commerce en gros, extérieur et des  
services

**„Le commerce international à l’heure des  
protectionnismes**

Quel avenir pour l’Europe? Quel avenir pour le monde?”

**Paris, 27. Avril 2017, 18:30 h**

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré de prendre la parole devant un auditoire aussi éminent.

Le sujet que je vais aborder, la France, l'Europe et le monde, est d'actualité.

L'Allemagne et la France sont les ventricules droit et gauche de l'Europe. Si l'un des deux manque à l'appel, le cœur de l'Europe cesse de battre.

Il est temps que les élites économiques, politiques, culturelles et scientifiques expliquent aux gens de nos pays ce qu'est l'Europe et ce que signifie l'Europe pour nous.

En particulier en cette veille du deuxième tour des élections présidentielles en France, avant les élections au Bundestag en Allemagne en septembre, nous devons dire aux gens de quoi il est question et ce qui est en jeu.

Mon discours ne pourrait donc pas tomber à un meilleur moment. L'Europe a besoin de la France et la France a besoin de l'Europe, j'en suis profondément convaincu.

Vous attendez peut-être de ma part, en tant que représentant d'une organisation professionnelle, une argumentation avant

tout économique. Mais l'Europe représente plus que cela.

L'Europe est une forte communauté de valeurs, attractive et extrêmement compétitive. Naturellement, l'aspect économique est le plus simple à expliquer.

Les bénéfices générés par le Marché unique de 540 millions de consommateurs sont incontestés :

La suppression des coûts de transaction, qui se chiffraient en milliards, grâce à la libre circulation des marchandises et des services,

et la disparition des obstacles techniques aux échanges commerciaux.

Notre économie se déploie dans la plus grande zone de libre-échange du monde. Grâce à cela, nous disposons aussi des bases nécessaires pour réussir à l'échelle mondiale.

La France est le premier partenaire commercial de l'Allemagne en Europe avec un volume de plus de 167 milliards d'euros et notre deuxième marché à l'exportation dans le monde.

Cet espace sans frontières intérieures qui garantit la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux, nous apporte à tous des avantages. En tant que consommateurs, nous disposons aujourd'hui d'un large choix de produits à des prix qui n'ont jamais été aussi bas. En tant que citoyen, nous pouvons voyager, étudier partout en Europe ; et en tant qu'entrepreneur y investir et vendre nos produits en

toute liberté. Les entreprises achètent leurs produits et leurs services dans toute l'Europe et soutiennent ainsi également les pays plus faibles en leur ouvrant leurs marchés d'exportation.

Aucun des Etats de l'UE(Union Européenne) ne peut résoudre seul les questions relatives aux échanges internationaux. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons élaborer des accords avec les Etats-Unis, le Canada, l'Inde, la Chine ou le Japon afin de parvenir à des conditions équitables et équilibrées pour chaque partie. En Europe, 31 millions d'emplois dépendent des échanges commerciaux avec les autres parties du monde. C'est une profonde erreur de croire que nous créerons des emplois et améliorerons notre qualité de vie en nous repliant sur un territoire national ou européen.

Mesdames et Messieurs,

les idées de liberté, de libre-échange et de libre-circulation ne sont aujourd'hui plus une évidence. Elles sont remises en question, notamment en Europe. Pouvoir vivre dans un espace de liberté, de paix, de prospérité et de solidarité n'a plus aujourd'hui le même pouvoir d'attraction et de rayonnement.

Pourquoi l'enthousiasme pour l'Europe, qui peut logiquement s'expliquer par les avantages qu'elle apporte, est-il tombé ?

Nous voyons autour de nous des gens qui en appellent à des structures autoritaires et nous disent : nous voulons un pouvoir fort avec des solutions simples et rapides.

Il suffit de voir ce qui se passe en Hongrie, en Pologne, en Russie, en Turquie et dernièrement aussi en Amérique.

D'où vient cette nostalgie de l'autorité nationale ?

Après le référendum en faveur du Brexit, beaucoup se sont demandés : comment une telle chose a-t-elle pu se produire ? Cela tient-il à des difficultés ressenties ou à une véritable détresse sociale ? Les gens veulent-ils vraiment sortir des structures technocratiques complexes de l'Union européenne ?

Mais ceux qui penchent pour le populisme ne sont pas tous pauvres et délaissés.

Nous vivons à une époque où les changements sont extrêmement rapides :

La technique, le numérique et la vitesse à laquelle les structures de la société et même les structures de décision politique évoluent génèrent des peurs et des incertitudes. Karl Marx aurait parlé d'aliénation de l'être humain et d'isolement des élites :

La surabondance d'informations, leur disponibilité en mots et en images, 24 heures sur 24, et parallèlement des règles de plus en plus compliquées, de moins en moins transparentes, la lenteur toujours croissante des structures de décision démocratiques, voilà quelques raisons.

Lorsque les processus de décision publique deviennent de plus en plus compliqués et donc de moins en moins transparents,

une nostalgie apparaît à l'égard des personnes qui prennent des décisions simples et rapides. L'histoire nous a montré que cela ne conduit pas à l'amélioration des décisions. Les processus de décision rationnels et intelligents ne sont en effet pas charismatiques, ils sont même ennuyeux. Et il n'est pas facile de les rendre transparents pour les citoyens.

Comment présenter des structures complexes avec des mots simples pour avoir un impact sur l'opinion publique, ce n'est pas un problème simple à résoudre. A cela s'ajoutent une concurrence renforcée à l'intérieur des Etats et entre les Etats, la délocalisation des emplois et les incertitudes sur notre avenir personnel.

Dans ce contexte, on recherche un homme ou une femme forte, quelqu'un qui promet des solutions rapides. On ne veut pas voir que dans la complexité de notre monde, la simplicité conduit à l'irrationalité.

Face à cela, nous devons résister ! Au cours de notre histoire, qui comporte beaucoup de guerres et des millions de morts, nous avons élaboré les principes fondamentaux de nos régimes : les notions de personne humaine, de liberté, de démocratie, les règles de droit, la dignité inaliénable de tout individu, la tolérance et l'ouverture, nous devons les défendre, les expliquer et surtout montrer l'exemple dans nos propres vies. L'élite se distinguera en étant un modèle.

Mesdames et Messieurs,

le nationalisme, le protectionnisme, l'abandon des libertés ne peuvent pas être le garant du développement de l'Europe et de sa grandeur. Ils n'apporteront pas de réponses aux grands défis du 21<sup>ème</sup> siècle. Nous ne devons pas retomber dans le modèle politique du 19<sup>ème</sup> siècle. Ce modèle, nous l'avons surmonté grâce la renaissance de l'Europe qui a suivi les grandes catastrophes de la première moitié du siècle dernier.

Nous avons développé aujourd'hui des systèmes collectifs extrêmement complexes dans tous les secteurs de la société qui, avec leurs *checks and balances*, permettent dès le départ d'éviter les excès. Un petit pays comme Malte, par exemple, dispose d'une voix au Conseil européen, exactement comme l'Allemagne ou la France – un fait inimaginable pour un politicien du 19<sup>ème</sup> siècle.

Le respect mutuel et l'équilibre des intérêts nationaux, c'est véritablement la nouveauté que nous avons introduite dans l'Europe de l'après Seconde Guerre mondiale, avec tous les bénéfices que l'on en tire.

Nous ne devons pas les remettre en question ni les compromettre !

Vouloir remettre ces bénéfices en question, c'est retomber dans le 19<sup>ème</sup> siècle avec des conséquences qui seraient d'autant plus dramatiques que l'Europe n'est plus « maîtresse du monde » comme à l'époque. Il s'ensuivrait une balkanisation de l'Europe et nous serions réduits à néant – économiquement et

politiquement – par les grandes puissances, la Chine, les Etats-Unis et la Russie. L'Europe deviendrait « quantité négligeable ». Cela signerait notre disparition, mais également celle de nos valeurs. Ces valeurs ont un impact qui va bien au-delà de l'Europe. Laissez-moi vous les rappeler encore une fois : le respect de la personne, de l'individu, de la liberté et de la dignité de chacun ! C'est l'essence même de l'Europe. De ces valeurs découlent des droits en matière de liberté d'expression, de réunion, de choix, de décision et de création pour chaque individu. Jouer avec ces libertés équivaut à compromettre l'avenir de ses concitoyens.

Cela m'attriste de voir que justement le pays qui a développé les notions de liberté, d'égalité et de fraternité en 1789 remettrait tout en cause avec un candidat à l'élection présidentielle qui veut quitter l'Europe. Si la France sortait de l'Union européenne et de l'euro, cela entraînerait l'effondrement de l'Europe.

En dehors de l'axe Paris-Berlin, il n'y a personne qui peut tenir l'Europe. Les Italiens sont totalement divisés. L'Espagne est bien trop à l'écart et est faible économiquement. L'Europe du Nord est trop petite. L'Europe orientale a ses propres préoccupations, elle cherche à avoir pour la première fois une identité nationale, ce à quoi elle n'a pas eu droit au cours des 200 dernières années.



L'Europe du Nord et l'Europe orientale ne sont pas en capacité de défendre les valeurs européennes.

Seules la France et l'Allemagne peuvent y parvenir, ensemble ; elles le doivent. Si jamais Paris se retire, il ne restera plus que l'Allemagne. En raison de sa puissance économique, elle deviendra obligatoirement aussi une grande puissance politique en Europe. C'est alors que surgira, notamment en Europe orientale, la crainte d'une structure allemande hégémonique. Ce serait le début d'une nouvelle entente entre une France isolée et une Europe orientale effrayée avec les conséquences à long terme que l'histoire nous a apprises et que nos pères ont voulu à tout prix surmonter.

En d'autres termes, cela veut dire que le sort de l'Europe, entourée d'un monde incertain, dépend de la France : Monsieur Poutine triomphera en silence car il sait que l'Europe sera ainsi irrémédiablement affaiblie et que la Russie sera alors la seule grande puissance en Europe. L'Allemagne aussi sera confrontée à de gros problèmes qui renforceront les courants nationalistes mettant en avant des mesures protectionnistes. C'est ainsi que commencera une spirale vers l'abîme où il n'y aura que des perdants.

Mesdames et Messieurs,

ce que l'on réclame, c'est le retour à la vision de nos pères après la Seconde Guerre mondiale – Schumann, de Gaulle, De Gasperi et Adenauer. Nous avons besoin d'une Europe

multinationale et multilatérale dans un respect réciproque. Dans ce domaine, la France a toujours été politiquement et philosophiquement la nation leader en Europe. La France dispose d'institutions solides, d'infrastructures qui fonctionnent (train, autoroutes, télécommunications, haut débit). Vous avez des entreprises très performantes à l'international et un fort potentiel de startups, des sciences de réputation internationale, des banques qui opèrent dans le monde entier – ce que l'Allemagne n'a pas – et de grands groupes d'assurance, sans oublier vos forces armées.

La France n'est pas l'Italie où tout est morcelé. Vous disposez d'un gouvernement central qui a une vraie capacité d'action, d'une constitution qui donne des pouvoirs au président – pour le meilleur ou pour le pire, mais ces pouvoirs existent. Vous n'avez pas de parlement, comme en Italie, qui discute à n'en plus finir et remet tout aux calendes grecques. La France peut être fière de ce qu'elle est, de ce qu'elle représente. C'est en tous les cas notre vision à nous autres Allemands. Bien sûr, nous avons une autre philosophie en ce qui concerne l'Etat, mais les deux ensemble, la France et l'Allemagne, dans un respect mutuel, sont en mesure et sont prêts à poursuivre le développement de l'Europe et à rassembler l'Europe. Tout ceci est menacé avec le retour du nationalisme. Voulons-nous vraiment risquer de perdre l'héritage de nos pères à cause

d'une peur de la mondialisation mal comprise ? Voulons-nous vraiment revenir à la méfiance et l'hostilité réciproques ?

La France, force de proposition pour l'Europe, ne doit pas maintenant s'enfermer. Elle ne doit pas trahir sa mission historique. Le champ doit-il être laissé aux forces que nous croyions avoir vaincues depuis longtemps et qui sont en mesure de porter atteinte à toute notre culture et notre civilisation ?

L'Europe, de même que l'euro, est une idée de la France, initiée par Valérie Giscard d'Estaing, reprise par François Mitterrand et finalement acceptée par Helmut Kohl ! La figure du commissaire, fonctionnaire disposant de facto d'un pouvoir législatif, est une idée de la France. C'est ici que l'on remarque le pragmatisme et la rationalité des Français : même si le commissaire n'a pas de légitimation démocratique directe, cette structure a été retenue car c'est la seule qui permet, avec plusieurs Etats souverains, de mettre en place une administration qui fonctionne et de constituer ainsi une unité.

Revenons à notre question : y a-t-il vraiment une alternative viable à l'Europe ?

Qu'avons-nous comme réponses à l'ère de la globalisation ? Nous sommes obligés de gérer de manière commune certaines questions que les Etats nationaux ne peuvent pas prendre en charge isolément : c'est d'abord la confrontation avec un Islam qui devient de plus en plus agressif. De même, l'afflux de

réfugiés ne peut être maîtrisé par aucun pays agissant seul. Les barrières dressées aux frontières n'arrêteront pas le terrorisme. La croissance, les emplois, l'approvisionnement énergétique, la numérisation et les télécommunications sont aussi des sujets qui doivent être traités au niveau européen. Pouvons-nous nous damer le pion à Microsoft, Google ou Facebook ? A l'échelon national, certainement pas ! Il est pernicieux que l'on fasse croire aux gens que dans un monde complexe, il existe des solutions simples pouvant être mises en œuvre essentiellement au niveau national. Il est tout à fait faux de dire que dans notre monde, un pays européen pourra se faire entendre ou pourra mieux défendre ses intérêts économiques s'il est seul ou sans l'appui de l'Union européenne.

Naturellement, des désaccords existent en Europe, par exemple sur la politique à l'égard des réfugiés. La crise des réfugiés nous met face à un dilemme : notre compassion est grande mais nos possibilités sont limitées.

En Europe tout comme en Allemagne, trouver le bon équilibre nous a pris du temps et a été source de difficultés. Mais nous sommes convaincus que cette crise aussi pourra être surmontée dans le cadre de l'Union européenne. Dans notre société libre et démocratique, il faut faire converger des intérêts divergents – c'est toute la grandeur de notre culture. D'un côté, on ne peut pas laisser mourir des hommes en Méditerranée

mais d'un autre il nous est impossible d'accueillir toute la détresse du monde.

Certes, le désaccord sur la question des réfugiés avait aussi des raisons structurelles. Il tenait entre autres à ce que Schengen est dans une certaine mesure un concept inachevé. La bonne nouvelle, c'est que l'Europe a toujours progressé lorsqu'elle était en crise. C'est un chantier permanent. Nous ne cessons d'apprendre et de trouver des solutions. Je suis optimiste. Mais il ne faut pas non plus oublier que la problématique des réfugiés, au moins par son ampleur, est vraiment sans précédent. Et je ne crois pas qu'une Europe formée d'Etats isolés aurait mieux surmonté cette problématique que l'Union européenne. Bien au contraire. Quelque imparfait qu'ait été le fonctionnement de l'Europe, celle-ci ne continuera d'avancer que si quelques-uns progressent dans l'intégration.

Ces pays forment le cœur d'une Europe libre, forte, que d'autres suivront dans son évolution.

Nous devons nous attaquer maintenant de manière tout à fait pragmatique à deux ou trois tâches urgentes qu'aucun Etat membre ne peut assumer seul : les migrations et l'intégration culturelle, la sécurité intérieure et extérieure et enfin la préservation de la monnaie commune et de l'intégration économique.

Mesdames et Messieurs,

permettez-moi d'aborder un autre problème : la défaillance des élites, la défaillance de la classe politique. Ce que nous entendons par morale et éthique, nous les laissons souvent de côté dans notre propre carrière. La politique ne doit pas être considérée comme un jeu ou un job. Une grande partie des électeurs a manifestement cette impression et a ainsi perdu confiance dans ses responsables politiques.

Les élites économiques se sont elles aussi éloignées du peuple parce que nous avons cru que la paix, la prospérité économique, la protection sociale se suffisaient à elles-mêmes.

Beaucoup de gens ont perdu leurs repères moraux et ont peur du voisin soi-disant si fort, des puissances étrangères comme la Chine ou les Etats-Unis. Que va devenir mon emploi, quel va être mon avenir ? Nous avons oublié de dire aux gens où sont nos forces, où sont la sécurité et l'avenir qui y sont liés.

Nous courons d'une réunion à l'autre et n'avons plus le temps de parler avec les gens, d'être attentifs à leurs peurs, de les prendre par la main et de leur dire, tu n'as pas besoin d'avoir peur. Tu bénéficies d'une bien meilleure éducation et formation que la moyenne, où que ce soit dans le monde. Ton Etat, ta société sont bien plus performants. L'Europe est ta patrie. Elle a tant à donner, tout ce que le reste du monde nous envie. La demande mondiale en produits et services de nos pays – condition nécessaire pour maintenir et créer des emplois – est

garantie à long terme,. Les enjeux en Europe s'appellent « éducation » et « formation professionnelle ».

Nous vivons enfin un choc entre la culture de l'Occident chrétien et le monde islamique en quête de son identité avec des explosions de violence inimaginables. Combien de temps ce processus durera-t-il ? Personne ne peut le dire. En Europe, il a duré en tous les cas plusieurs siècles. Pour le démocrate, cette *Aufklärung*, pour citer Emmanuel Kant (courant équivalent en France aux Lumières), est devenue un scénario menaçant. La France a l'expérience des générations issues du Maghreb qui s'intègrent difficilement dans un Etat moderne avec sa société ouverte et pluraliste. Se forment alors des mondes parallèles ayant chacun leurs valeurs et leurs conceptions différentes en matière de droit. Nous avons à faire ici à une véritable menace. C'est un terreau pour des politiques qui affirment que pour s'en protéger, il faut que ces gens quittent le pays ou n'aient pas le droit d'y entrer. Je vais m'en occuper car les politiciens établis sont bien trop lâches et trop bêtes. L'Etat de droit démocratique n'est pas en mesure de venir à bout de ce problème.

Maintenant la question est la suivante : pouvons-nous vraiment mieux résoudre ces problèmes seuls et pourquoi avons-nous besoin de l'Europe ? Rien n'y fait, car nous devons y voir comme tâche européenne commune comment nous allons attaquer à la solution.

Dans ce domaine également, l'Europe peut apprendre beaucoup de la France. Vous avez une bien plus grande expérience de l'Islam fondamentaliste que nous en Allemagne. Nous devons par ailleurs libérer les hommes de leurs peurs de la globalisation et du nombre « excessif » d'étrangers. Pour cela, il nous faut un débat intellectuel, des tables rondes et des forums de discussion interdisciplinaires. Nous devons expliquer nos solutions aux gens dans leur langage. Nous devons aller sur les marchés et dire aux gens comment tout cela fonctionne, suivant quelles lois ça marche. Le monde moderne n'est pas régi par un destin aveugle. Il a été fait par l'homme et peut donc être ordonné et organisé par l'homme, mais pas à l'échelle nationale ! Nous serons perdants si nous nous isolons et élevons des murs tout autour de nous.

Restons-en à l'économie : dois-je avoir peur de la globalisation ? Non. Pourquoi ? Nos produits, nos services font l'objet d'une demande énorme dans le monde entier. Notre système d'éducation, nos jardins d'enfants, nos écoles et nos universités sont d'un excellent niveau. La laïcité est un autre atout. De quoi souffrent les Etats islamiques ? Justement du fait qu'ils ne séparent pas l'Etat et la société de la religion, mais qu'ils mettent tout ensemble. Cette séparation est l'un des grands apports de la philosophie européenne et française. Les Allemands, avec l'*Aufklärung*, y ont sûrement aussi apporté leur contribution, c'est aussi une idée européenne. Nos universités



sont très bien placées dans les classements internationaux. Nous avons développé dans la société des structures qui permettent à des personnes issues des classes défavorisées de devenir professeur d'université ou PDG. Ce n'est pas le cas dans toutes les sociétés. Nous avons l'expertise scientifique, financière et intellectuelle pour faire face à cette demande mondiale et pour en tirer des avantages.

Alors que devons-nous faire ? Nous devons certainement investir énormément dans l'architecture de sécurité et dans la formation des jeunes issus de toutes les catégories sociales. A cela, nous devons ajouter une vision spirituelle : il ne suffit pas de donner un travail au gens, nous devons aussi leur expliquer ce que la laïcité a de positif, qu'on peut être un musulman croyant mais que cela n'a rien à voir avec l'Etat.

Je crois que la laïcité est un formidable produit d'exportation. Elle permet justement d'avoir un engagement religieux. C'est toute la différence avec la Chine où l'athéisme est la doctrine d'Etat ou avec l'Arabie Saoudite et l'Iran où nous avons à faire avec des religions d'Etat. On ne peut en principe plus pratiquer publiquement une croyance différente sans en subir des conséquences personnelles.

Mesdames et Messieurs,

la France est justement là pour apporter des idées pour aménager la globalisation. La France est un acteur de la mondialisation en tant que puissance nucléaire et avec son

siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Ses partenaires européens renforcent encore son poids. En revanche, que serait une France isolée dans un monde globalisé ? Elle doit donner vie elle-même à ses idées de liberté, d'égalité et de fraternité dans la pratique. Vous, Français, avez un sens de la liberté beaucoup plus aigu que nous autres Allemands qui vivons plus dans le respect de l'autorité. Or, seule la liberté permet de structurer l'avenir. L'avenir n'est pas prévisible, il est ouvert. Tout dépend de notre conception de l'avenir !

Les élites doivent avoir pleinement conscience du principe d'égalité, à savoir qu'on ne doit pas être défini par son appartenance à une caste, que les perspectives et l'avenir de chacun doivent rester ouverts.

Cela implique que nous employions plus de professeurs et que nous leur accordions une valeur sociale correspondant à leur importance. Il faut que la société soit davantage éclairée. La société islamique n'est pas monolithique. Les femmes ne sont pas heureuses d'être opprimées. Notre histoire a montré que les changements sociaux sont souvent portés par les femmes. Je considère que les femmes sont un groupe cible important.

Mesdames et Messieurs,

c'est exactement l'un des enjeux de votre élection présidentielle ! Le sort de l'Europe dépend de votre élection. Il ne s'agit pas de pathos, il en va réellement ainsi !

Si, après le Royaume-Uni, la France elle aussi tourne le dos à l'Union européenne, les prochains seront les Italiens. Et de fait, l'Union européenne n'existera plus.

Regardons un peu ce qui se passe en Asie orientale, nous observons un accroissement des tensions et des risques, notamment parce que cette région gigantesque qui compte des milliards d'habitants n'a pas réussi à mettre en place des systèmes de protection collective après la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'à maintenant, nous y sommes parvenus en Europe. Voulons-nous tout abandonner ? Et en sortirait-il quelque chose de meilleur et de plus efficace pour nous ?

Les événements dans les Balkans, en Russie et en Ukraine, montrent que des hostilités peuvent à nouveau être déclenchées dans notre voisinage immédiat.

Peut-on envisager un tel scénario au cœur de l'Europe ?

Comment se représenter une telle évolution, pour nous actuellement inimaginable, et quelle serait sa probabilité ? La peur et la déception sont des clés qui permettent de comprendre :

Les Allemands sont les premiers à avoir peur de perdre des marchés et de traverser une crise économique qui entraînerait un accroissement du chômage. Pour quelle raison ? Et la réponse est donnée : nos voisins fermeraient leurs marchés et nous ne pourrions plus vendre suffisamment. On ne connaîtrait plus le succès. Il nous faudrait donc serrer les rangs et nous

défendre. Et bien sûr, les voisins subiraient aussi une décroissance économique et se demanderaient pourquoi ça va si mal : parce que les Allemands sont devenus si puissants et si menaçants. Et cela conduirait à nouveau les gens en Allemagne à penser : nos voisins érigent des structures contre nous pour nous nuire. Il nous faudrait serrer les rangs encore davantage. Le renforcement des peurs de part et d'autre, auxquelles s'ajouteraient les difficultés économiques, serait le commencement d'une spirale faite de méfiance et de rejet, qui déboucherait finalement sur l'hostilité.

Résultat : économiquement isolée sans l'Europe, la France serait extrêmement handicapée. Aucune croissance ne pourrait plus être générée. Ce serait l'arrivée de l'inflation et du chômage. Les classes populaires seraient les premières à en souffrir. Il s'ensuivrait des conflits sociaux provoqués par le chômage et la pauvreté.

Seule l'Europe permet aux économies dans un système de libre-concurrence de bénéficier du marché unique et de créer de nouveaux emplois pour que les catégories défavorisées trouvent aussi du travail, à condition qu'elles soient bien formées.

Croire qu'en se séparant de ce système supranational, on retrouvera des emplois, que tout ira mieux pour les gens parce qu'on reconstruira de nouvelles usines, lesquelles sont

aujourd'hui toutes en Chine ou en Allemagne, c'est une énorme erreur.

Il n'y aura pas de nouvelles usines car personne n'investira dans une économie fermée et ne créera d'emplois. On assistera au contraire au retour de l'inflation et à l'appauvrissement de pans entiers de la société. Regardons ce qu'il s'est passé en Argentine au cours des trente dernières années. L'inflation a empêché l'innovation et toute amélioration de la compétitivité. S'il n'en était pas ainsi, l'Argentine et la Grèce seraient maintenant des pays très prospères. Mais ce sont au contraire les pays ouverts, favorables à l'investissement, avec une monnaie solide, qui sont les plus riches.

Mesdames et Messieurs,

nous devons nous détourner de ceux qui prêchent le nationalisme pour retrouver une vision d'une Europe libre et ouverte qui offre un avenir également aux plus défavorisés socialement.

L'Europe est de toute évidence un espace où règnent la confiance mutuelle, la paix, la stabilité, la prévisibilité et l'Etat de droit. Cela vaut la peine de s'engager et d'investir, pour nous et pour l'avenir de nos enfants. Dans la plupart des pays, il en va autrement.

Le monde est notre avenir, et nous disposons pour cela, et tout particulièrement en France, d'une offre très significative. Nous

sommes véritablement attractifs, intéressants pour le reste du monde. Et parce que nous faisons face à une demande dont la croissance est énorme, nous sommes en mesure d'obtenir des prix élevés pour nos prestations, ce qui nous permet de construire et de maintenir notre Etat social avec son système de protection.

Le protectionnisme n'est donc pas une alternative pour nous. Nous avons au contraire besoin – et nous luttons en ce sens – d'un monde de libre-échange. Le bon fonctionnement des échanges commerciaux nous permet de profiter d'avantages comparatifs dans l'ensemble du monde, ce qui accroît la création de valeur. Il faut l'expliquer aux gens. C'est le seul moyen de garantir nos programmes sociaux et nos retraites.

Vivre a un sens, ce sens c'est l'ouverture et non la fermeture ou la construction de murs. L'Allemagne a fait l'expérience du mur, il nous a coûté beaucoup de souffrances et infiniment d'argent. Mais cela ne veut pas dire inversement : absence de règles, pas plus que cela ne signifie l'anarchie. Non, nous avons besoin d'un ordre mondial. Et c'est justement la raison pour laquelle l'Europe est indispensable, parce qu'aucun d'entre nous ne pourra imposer seul cet ordre mondial. Les règles du jeu se basent sur les idées du 18<sup>ème</sup> et du 19<sup>ème</sup> siècle que la France a grandement contribué à faire émerger et qui ont aussi leur justification dans la globalisation.

Pour de nombreux pays et pour des millions de gens, l'Europe est porteuse d'espoir. Pourquoi tant de gens viennent chez nous ? Pourquoi veulent-ils aller en Europe ? Parce que nous avons un pouvoir d'attraction. On pourrait aussi bien aller en Chine ou en Russie.

Pour le bien de votre pays et des pays voisins en Europe, ces principes, ces valeurs ne doivent pas être mises en danger. C'est toute la responsabilité du peuple français dans cette élection.

La France a le choix et la responsabilité de définir l'avenir bien au-delà de ses frontières et de sa propre nation. C'est une décision majeure ! C'est de nous dont il est question !

Mesdames et Messieurs,

l'union de l'Europe est une affaire compliquée et de longue haleine, pour de nombreuses raisons.

La réalité européenne est perçue de manière totalement différente dans les Etats membres et également du point de vue des institutions européennes. Ce sont deux visions entièrement différentes. L'une n'est pas qualitativement supérieure à l'autre. Nous ne devons pas nous rejeter la responsabilité et nous accuser des erreurs de façon réciproque. Nous devons au contraire travailler à la construction et à l'organisation de l'Europe afin qu'elle contribue à nouveau à résoudre les problèmes des gens et qu'elle soit porteuse d'espérance et d'avenir.

L'union de l'Europe n'est ni obsolète ni dépassée. Les Britanniques ont pris une mauvaise décision. Croire qu'on pourra affronter le reste du monde à 58 millions, c'était peut-être possible autrefois dans l'Empire.

Aujourd'hui, c'est tout simplement inconcevable.

Mais encore plus que de valeurs communes, l'Europe a besoin de réussir, une réussite que tous les Etats membres et toutes les catégories sociales doivent pouvoir percevoir. En clair, il faut créer de nouveaux emplois pour les jeunes.

Si nous regardons de près, nous en voyons déjà les signes, même s'ils sont modestes. Au plan économique, la politique de la Banque centrale européenne et les réformes entreprises ont un impact. On comprend d'autant mieux après le Brexit, avec le président Poutine et dernièrement le président Trump, pourquoi l'Europe doit rester unie.

L'Europe ne doit pas chercher à jouer un rôle de gendarme du monde, mais elle doit impérativement être en mesure d'assurer sa propre défense. Le conflit en Ukraine, les guerres au Proche et au Moyen-Orient et en Afrique modifient les points de vue et les attitudes en cette matière. On commence à comprendre en Europe qu'il nous faut assumer une responsabilité vis-à-vis du reste du monde.

Les nouveaux défis arrivent toujours de manière inattendue. Mais il ne faut pas trop reprocher à l'Europe de ne pas avoir immédiatement des réponses toutes prêtes. Les contextes



historiques sont souvent extrêmement complexes. Pour résoudre les crises, il faut des capacités d'analyse considérables. Dans ce domaine également, la France est bien mieux préparée que le reste de l'Europe, y compris l'Allemagne. Jusqu'à présent, les dirigeants européens ont encore été capables d'adopter la position et le point de vue de l'autre. Ils agissent avec prudence, en ayant conscience de l'histoire et dans le cadre d'une étroite concertation face à tous ces risques. L'exemple de l'Ukraine montre comment la France et l'Allemagne peuvent ensemble élaborer des ébauches de solution.

Avec la Turquie de Monsieur Erdogan, l'Europe se retrouve confrontée à un nouveau défi. Là aussi, la France et l'Allemagne sont tenues de réajuster ensemble la relation entre l'Union européenne et la Turquie.

A nos partenaires de l'est et du nord-est de l'Europe en particulier, nous devons donner le sentiment que l'Europe n'est pas une puissance mondiale mais qu'en ces temps incertains l'appartenance à l'Europe peut être une protection.

Naturellement l'Europe doit aussi se préoccuper de l'Afrique du Nord. L'Allemagne, sous le leadership de la France, va donc devoir s'engager bien plus activement en Afrique. Elle sait qu'elle doit faire plus dans ce domaine.

Mesdames et Messieurs,

l'appartenance à l'Europe en cette période de changements considérables est notre avenir. Sans l'engagement de tous, cela ne marchera pas. Le monde a besoin de nous. Je suis fermement convaincu que l'ère européenne ne fait que commencer.

C'est la raison pour laquelle vous devez voter pour une France ouverte, qui sait où elle va,

pour une Europe libre et démocratique,

pour un avenir viable et humain.

Je vous remercie de votre attention.